

Des étudiant.e.s de la Clinique et de la Chaire participent à la 17^e Assemblée des États Parties à la Cour pénale internationale

Date : 3 décembre 2018

Du 5 au 12 décembre 2018, des membres de la [Clinique de droit international pénal et humanitaire](#) et de la [Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux](#) participeront à la 17^e Assemblée des États Parties (AÉP) à la Cour pénale internationale, qui se tiendra au [World Forum](#) de La Haye, aux Pays-Bas. Ils font partie de la délégation du [Partenariat canadien pour la justice internationale](#) (PCJI) qui, pour la troisième année consécutive, [finance et organise une délégation de praticien.ne.s, d'universitaires et d'étudiant.e.s provenant de plusieurs organisations non gouvernementales et institutions universitaires](#).

Chaque année, l'AÉP est l'un des événements les plus importants dans le domaine de la justice internationale. Des représentant.e.s des États ayant ratifié le Statut de Rome ou y ayant accédé se rassemblent pour prendre des décisions cruciales quant aux enjeux auxquels la Cour fait présentement face. Plusieurs hauts représentants de la CPI sont présents, et de multiples événements parallèles sont organisés par des organisations de la société civile pour stimuler les discussions et tenter de trouver des solutions en réponse aux problématiques complexes qui entravent la réalisation du projet envisagé lors de l'adoption du Statut de Rome.

La [17^e AÉP](#) permettra aux étudiant.e.s d'approfondir leurs connaissances des enjeux des plus importants en lien avec la justice internationale tout en vivant une véritable expérience de diplomatie judiciaire. Le Partenariat vise ainsi à former un groupe d'étudiant.e.s éduqué.e.s et engagé.e.s dans le domaine du droit international et transnational. Via la production de billets de blogue et de gazouillis en direct, les délégué.e.s contribueront à éduquer plusieurs audiences canadiennes relativement aux écueils et au potentiel du système de justice internationale, et aux priorités à considérer pour l'améliorer. Grâce à leurs expériences et connaissances, les membres de la délégation contribueront à renforcer le rôle du Canada comme chef de file dans la lutte globale contre l'impunité.

Suivez les comptes [Twitter](#) et [Facebook](#) du Partenariat ainsi que ceux de la Chaire et de la Clinique ([Twitter](#), [Facebook de la Chaire](#), [Facebook de la Clinique](#)) pour en apprendre davantage quant aux enjeux spécifiques à cette année et pour être au courant des plus récents développements de la 17^e AÉP. Surveillez aussi les publications des délégué.e.s

sur les plateformes des partenaires du PCJI ([IntLawGrrls](#), [Quid Justitiae](#), [Justice in Conflict](#), [Blogue d'Avocats sans frontières Canada](#), [PKI Global Justice Journal](#)).

Quels membres de la Clinique et de la Chaire participent à l'AÉP cette année ?

Étudiant.e.s

Gabriel Boisvert



Gabriel Boisvert est un avocat canadien ayant pratiqué en défense criminelle devant les juridictions d'instance et d'appel au Québec de 2014 à 2017. Ayant un intérêt marqué pour le droit international pénal, il a choisi de poursuivre ses études à la maîtrise en droit international et transnational (LL.M) à l'Université Laval sous la direction de la professeure Fannie Lafontaine. Il s'intéresse notamment au fonctionnement des juridictions internationales pénales et à leur coopération

avec les États et les organisations internationales. Gabriel a participé aux travaux de la Clinique de droit international pénal et humanitaire de l'Université Laval et s'est joint à la Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux en tant que co-coordonnateur. Également membre du conseil d'administration de l'organisme sans but lucratif SHOUT Canada, Gabriel participe à l'organisation du programme Reflections on Rwanda (RoR), qui est un programme éducatif au Rwanda qui permet une meilleure compréhension des impacts du génocide, des processus de justice réparatrice et de la réconciliation.

Moussa Bienvenu Haba



Moussa Bienvenu Haba est doctorant en droit international à l'Université Laval. Dans le cadre de sa thèse, il travaille sur le rôle des tribunaux hybrides dans la consolidation de la paix dans les pays en transition. Il est titulaire d'une maîtrise en droit privé (Université de Conakry) et d'une maîtrise en droit international (Université Laval). Dans le cadre de sa formation à l'Université Laval, M. Haba a participé à plusieurs projets de la Clinique de droit international pénal et humanitaire et de la Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux. Il a également occupé les fonctions d'assistant de recherche et d'enseignement en droit international pénal et en droit international des réfugiés. Il est actuellement chargé du cours de procédure et preuve en droit international pénal.

Marie Prigent ([@MariePrigent](#))



Marie Prigent est diplômée d'un Master 2 de Droit International et Comparé de l'Université Toulouse 1 Capitole en France. Elle a également étudié le droit international lors de mobilités à l'Université Complutense de Madrid et à l'Université Laval de Québec. Elle a rejoint la Clinique de droit international pénal et humanitaire en janvier 2018 et y effectue toujours un stage de recherche. Ses recherches ont notamment porté sur la justice transitionnelle, la participation des victimes, les lois d'amnistie ainsi que les droits des défenseurs des droits humains. Ses domaines d'intérêt sont le droit international pénal, humanitaire ainsi que les droits de la personne. Elle préparera l'examen du Barreau du Québec à partir de janvier 2019.

Marie-Laure Tapp (@MarieLaure_Tapp)



Marie-Laure Tapp est avocate et étudiante à la maîtrise en droit international et transnational à l'Université Laval. Elle détient un baccalauréat en sciences politiques et développement international de l'Université McGill ainsi que des baccalauréats en droit civil et common law, également de l'Université McGill. Elle a effectué son stage du Barreau au sein du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Genève et a par la suite œuvré comme coopérante volontaire au Mali pour Avocats sans frontières Canada et au Népal pour le International Institute for Democracy and Electoral Assistance. Elle s'est impliquée auprès la Clinique de droit international pénal et humanitaire de l'Université Laval et agit comme traductrice-superviseuse dans le cadre de la traduction de la nouvelle édition du Commentaire de la deuxième Convention de Genève, un partenariat entre l'Université Laval et la Délégation du CICR à Paris. Ses principaux champs d'intérêt (qui sont nombreux) sont la mise en œuvre et la dissémination du droit international humanitaire et, du côté du droit international pénal, le principe de complémentarité et la compétence universelle. Elle est également très intéressée par le travail d'enquête et de plaidoyer en matière de droits humains. Elle a de plus été impliquée au sein de plusieurs initiatives d'accès à la justice et d'éducation aux droits humains au cours des 10 dernières années.

Coordination

La [délégation est codirigée par quatre membres du PCJI](#), dont deux sont rattachés à la Faculté de droit de l'Université Laval.

Érick Sullivan (@2 ErickSullivan)



Érick Sullivan est avocat, directeur adjoint de la [Clinique de droit international pénal et humanitaire](#) (Clinique), coordonnateur du [Partenariat canadien pour la justice internationale](#) (PCJI), co-éditeur du blogue [Quid Justitiae](#) et membre du Conseil d'administration du [Conseil canadien de droit international](#). Détenteur d'un baccalauréat en droit (2009), il a été recruté en 2010 par la Clinique comme auxiliaire puis nommé au poste de directeur adjoint en 2012. À ce titre, il a été impliqué dans plus d'une cinquantaine de projets proposés par des organisations internationales, des organisations non gouvernementales (ONG), des États et des avocats touchant à plusieurs domaines du droit. À ces occasions, il a notamment codirigé une cartographie des droits humains réalisée par [Avocats sans frontières Canada](#) au soutien de la Commission Vérité et Réconciliation malienne. Depuis 2010, il a supervisé les recherches de plus de 300 étudiants et révisé des centaines de travaux. Il a aussi contribué de différentes manières à de nombreux événements scientifiques, comme le [séminaire sur la collaboration entre les autorités nationales et les ONG visant à traduire en justice les responsables de crimes internationaux](#), qu'il a co-organisé en mars 2018 à Ottawa.

Catherine Savard (@c_savard1)



Catherine Savard est étudiante à la maîtrise en droit sous la supervision de la professeure Fannie Lafontaine. Elle est aussi assistante coordonnatrice du [Partenariat canadien pour la justice internationale](#) et membre de la [Chaire de recherche du Canada sur la justice internationale pénale et les droits fondamentaux](#). Ses champs d'intérêt sont le droit international pénal et humanitaire et les droits humains. Elle s'est impliquée dans les concours [Jean-Pictet](#) et [Rousseau](#), de même que pour la [Clinique de droit international pénal et humanitaire](#), pour laquelle elle a effectué près d'une dizaine de mandats de recherche. Ses recherches portent sur les modes de

responsabilité en droit international pénal, les violences sexuelles et basées sur le genre, et le génocide culturel des autochtones au Canada.